

Débat du 11 février 2019

Compte-Rendu des interventions

Présentation du Débat par Monsieur le Maire.

Lecture de la Charte

Pas d'opposition à la captation audio.

Invités :

- Monsieur Bruno MILLIENNE, Député dans la 9^{ème} circonscription des Yvelines
- Monsieur Philippe GESLAN, Maire de Méricourt et Président de l'association des Maires Ruraux des Yvelines

Les invités précisent qu'ils souhaitent rester neutres.

Plusieurs personnes prennent en note le débat.

1^{er} thème : La transition écologique

Présentation de la question :

-danger du réchauffement climatique, d'où l'accord de Paris.

Il s'agit de réduire la consommation énergétique.

- **Etiqueter tous les produits de consommation à propos de leur coût carbone** : Il faudrait orienter notre mode de vie et notre consommation intégralement vers une économie sans carbone. Un moment on avait parlé d'étiqueter tous les produits de consommation avec leur coût carbone. Malheureusement cette annonce n'a pas été effective, bien que cela existe déjà dans certains pays. Ce serait pourtant une bonne manière d'orienter la consommation des Français en l'éclairant sur cet aspect.
- **Reverser une grande partie des taxes sur le pétrole pour le financement des transports publics** : Sur la question de la consommation d'énergie et de la consommation d'essence, comment pourrait-on mieux reverser les différentes taxes sur le pétrole vers les transports en commun, les transports publics. Dans un village comme le nôtre, c'est clairement un souci, on a en effet l'obligation de prendre notre véhicule, car les transports publics ne sont pas suffisamment efficaces ou suffisamment efficients. Une meilleure qualité des transports publics aurait un impact pour limiter l'utilisation des voitures.
- *Les taxes sont touchées par le Gouvernement et les transports sont organisés par les Régions. De plus, il n'y a pas de « fléchage » pour le reversement des taxes. La vignette qui a aujourd'hui disparue des pare-brise avait été créée pour financer les retraites, hors les retraités n'en ont jamais vu la couleur. Les taxes vont directement dans le budget général, ce fléchage peut être une des pistes à creuser, pour identifier et cibler les taxes et voir si elles servent vraiment à ce pour quoi elles ont été créées.*
- **Quels sont les efforts des gros pollueurs ?** On parle de petits pollueurs comme les conducteurs de voiture, mais on entend aussi parler de gros pollueurs : l'aviation, les Transports maritimes.
- *Selon une étude de l'INSEE de 2017, le secteur routier représente près de 83% des consommations énergétiques des transports, 63% de la consommation énergétique pour le transport routiers sont réalisées pour le transport de*

voyageurs contre 37% pour le transport de marchandises. Le transport aérien représente 14% des consommations énergétiques pour seulement 2% des voyageurs transportés. L'aviation est un gros vecteur de pollution. L'autoroute de la mer qui est en projet provoquerait une diminution de 90% des gaz à effet de serre. On émet moins de gaz à effet de serre en transportant par cabotage les marchandises qu'en utilisant les transports routiers. En revanche, il y a une solution qui n'est pas abordée depuis des décennies, c'est le ferroutage.

- **Remplacer le nucléaire par quoi ?** Vous avez parlé de diminuer de 50% le nucléaire, pour le remplacer par quoi ? Va-t-on acheter notre énergie à l'Allemagne qui va nous vendre du charbon ? On remplace cette production électrique par les éoliennes ? par le soleil ? cela ne semble pas possible. Les Politiques n'ont à l'heure actuelle aucune réponse à ces questions.
- *Il s'agit de diminuer la production de l'électricité de 50% de nucléaire, alors qu'actuellement le nucléaire représente 75% de la production de l'électricité. En effet, l'Allemagne produit son électricité à partir du charbon, ce qui amène d'autres problèmes, notamment des pollutions aux particules fines et une émission de gaz à effet de serre, ce que le nucléaire ne produit pas.*
- **Développer un véritable réseau pour diminuer l'utilisation des véhicules personnels.** Le secteur automobile représente 30% de l'émission des gaz à effet de serre, ce n'est pas négligeable, il faut faire un effort à ce propos. L'aviation est effectivement un gros pollueur, mais il semble que des accords internationaux ne nous permettent pas de changer la situation à l'échelle nationale, sauf peut-être sur le plan des vols intérieurs. Concernant la diminution de la consommation énergétique, la communauté urbaine GPSEO parle d'Eole et doit toucher certainement des subventions pour développer ce projet. Notre petit village va-t-il en bénéficier, va-t-on mettre en place tout un réseau comme le covoiturage ? D'autant que les parkings sont saturés aux abords des gares. On est obligé de prendre sa voiture pour se rendre aux gares et utiliser les transports en commun.
- **N'y a-t-il pas un danger à faire tout éthanol ?** On parle de l'incorporation de bioéthanol comme étant une nouvelle source de carburant à hauteur de 50-60%. Aujourd'hui, il y a un coût de mise en œuvre pour équiper les véhicules qui se servent de ce nouveau combustible. On va sûrement dévaloriser une partie des céréales puisque le bioéthanol est issu des céréales qui sont cultivées à l'origine non pour produire du carburant mais de la nourriture.
- **Il y a des recherches très avancées en ce qui concerne les énergies pour les voitures,** comme l'air liquide, l'électricité. Et tout sera combiné et hybride.
- *La seule chose qu'on doit éviter pour les voitures dites propres c'est de tout miser sur une seule énergie. Or, on a le sentiment qu'on recommence l'histoire comme au moment où on a privilégié le diesel, alors que ce carburant s'est révélé très nocif. Il y a aussi l'hydrogène, le moteur à air comprimé, les énergies issues des agrocarburants. Ce ne seront pas les énergies de demain, mais nous sommes actuellement dans une phase de transition où tous les gros constructeurs automobiles de tous pays ont une longueur d'avance. La voiture tout électrique est polluante. Ces sources d'énergies sont des solutions temporaires pour aller vers une énergie propre.*
- **C'est une très mauvaise idée de transformer les céréales pour en faire des agrocarburants.** Le dérivé qui est la méthanisation est par contre une source d'avenir qu'il faut mélanger avec les autres.
- *Les agrocarburants n'entrent plus en concurrence avec l'alimentation car on utilise des parties de la plante qui ne sont pas utilisées pour la consommation.*
- **Que faut-il faire pour cela nous coûte moins cher et que cela ne pollue pas ?** Peut-être que la culture des betteraves pour utilisation de carburant pourrait créer plus d'emplois pour les agriculteurs ?

- La mélasse de betterave était interdite pour les agrocarburants il n'y a pas très longtemps, elle vient d'être finalement autorisée. Il faut arrêter cette dépendance absolue au tout fossile. Moins on utilisera l'énergie fossile et mieux on se portera, c'est pourquoi il faut utiliser toute la palette.

- **Est-ce que ces énergies agroalimentaires seront fabriquées en France ?**

L'huile de palme va être taxée à l'importation comme tout autre oléagineux qui sert aux énergies. Du coup, il n'y aura plus aucun intérêt à faire venir de la Malaisie l'huile de palme, et cela peut favoriser une filière d'oléagineux française, et aider la filière agricole. Cette mesure devra prendre effet au 1^{er} janvier 2020.

- **On n'avait pas parlé de supprimer l'huile de palme ?**

Un débat européen devrait avoir lieu courant février 2019 pour définir l'avenir de l'huile de palme et notamment les avantages fiscaux dont elle bénéficie. Par ailleurs, il est vrai qu'on tape beaucoup sur les pétroliers mais ce sont aussi les premiers chercheurs sur l'énergie propre.

On nous demande notre avis sur les énergies futures mais nous ne sommes que des consommateurs, des utilisateurs. Dans ma situation on a deux voitures : une voiture de fonction diesel qui consomme 5.6 litres au 100 avec une capacité pour un plein de 980 à 1000 km, une voiture personnelle essence qui consomme 8.7 litres aux cent avec une capacité pour un plein de 550 KM. Si on me demande de laisser le diesel comment je fais des économies d'énergie ?

- D'autant plus que l'achat d'une voiture essence a pour effet un malus, mais pas l'achat d'un diesel

L'offre de véhicule propre versus l'offre de véhicule thermique à l'énergie fossile ne correspond pas aux objectifs qu'on veut atteindre. Il y a un travail qui est fait sur les moteurs thermiques pour qu'ils consomment de moins en moins. Concernant les bonus-malus, cela vient de directives européennes qui ne tiennent pas compte des nox et qui tiennent uniquement compte du CO2, ce qui est absurde. L'offre du changement de véhicule n'est pas satisfaisante actuellement pour les véhicules de taille moyenne ou grosse.

- Actuellement on veut que l'essence soit au même prix, voire moins cher que le diesel. Résultat, aujourd'hui on a monté le diesel et on a baissé l'essence. **Pourquoi n'a-t-on pas laissé le diesel à son prix de départ et baissé l'essence ?**

- *La fiscalité énergétique est-elle supportée de manière équitable ? Les CSP les moins élevées ne sont pas impactées de la même façon, sachant que leur logement est souvent mal isolé et la voiture utilisée par nécessité.*

- Aujourd'hui tout le monde a son compteur Linky, et bien cela servira pour que l'on fasse un prix spécial à tous les consommateurs de voitures électriques et pour le chauffage.

- **On pourrait peut-être mettre les moyens dans le ferroutage.** Les gens ont besoin de travailler et ont besoin de manger, et la voiture est un coût énorme pour ceux qui n'ont pas les moyens d'utiliser les transports en commun. Même si la recherche prend du temps, on peut avancer un peu. La France est traversée d'est en ouest, du nord au Sud, du nord-ouest au sud est, par des millions de camions par an. On pourrait peut-être mettre les moyens dans le ferroutage. C'est une question de volonté politique, et rien d'autres. Nous Français, économiquement cela ne nous sanctionnerait pas car les camions qui partent de Belgique ou de Pologne pour aller en Espagne, ne font pas le plein chez nous. Monsieur Macron a supprimé des lignes et privatisé la SNCF, ce qui a provoqué une hausse des prix, ce qui ne pousse pas les consommateurs à prendre des trains.

- *Sur la Seine, il y a un gros projet pour faire circuler les conteneurs dans notre pays autrement que par la voie routière. On est en train d'adapter toutes les écluses qui sont notamment sur la Seine, et sur d'autres fleuves. C'est un projet qui avance lentement car très cher. Le Canal Seine Nord va être fait.*

- *On a laissé tomber le ferroutage au profit des lignes à grande vitesse. Les Elus locaux sont un peu responsables aussi. Tous les Elus voulaient une ligne TGV. Ça ne facilite ni le transport en péri urbanité pour aller travailler, ni le ferroutage, car plus on occupe les sillons pour les trains de voyageurs, moins il y a de place pour les trains de marchandises. La France a aujourd'hui beaucoup de retard dans la production de lignes supplémentaires pour le ferroutage, mais la loi sur les nouvelles mobilités devrait accélérer les choses. Il y en aura pour 20 ou 30 ans avant de voir la réalisation.*
- Tout à l'heure a été évoqué les moteurs à air comprimé, un ingénieur Français Monsieur Nègre avait mis cela au point il y a 20 ans. Et ce beau projet a été mis sous le boisseau....
- La vitesse d'avancement du ferroviaire est proche de 20 km/heure, et c'est une triple manipulation des produits qui sont d'abord acheminés dans des centres de gares, puis amenés vers des gares de triage, et il y a encore un acheminement vers des entreprises de transformation de produits. Alors il y a peut-être des avantages pour certains types d'usines ou les rames de trains arrivent directement dans les usines de transformation. Mais pour l'appareillage directe de petites entreprises, le ferroviaire ne peut surement pas résoudre les problèmes.
- *La desserte par les camions existera toujours mais plutôt pour la desserte locale. En revanche pour les longues distances on peut privilégier les voies fluviales et le ferroutage.*
- Ce sont de beaux projets pour l'avenir, mais aujourd'hui qu'est-ce que notre gouvernement est prêt à faire pour améliorer notre qualité de vie, du coût de l'essence, du coût des voitures ? c'est aujourd'hui que nous sommes dans le besoin et avons des difficultés financières.
- *Aujourd'hui en plus des bonus pour les voitures, il y a aussi des dispositifs pour les économies d'énergie dans les maisons, pour les changements des chaudières. Effectivement la transition écologique est quelque chose de coûteux. Si on veut réussir dans les délais 2050 à 0 émission, il faudrait investir entre 50 et 60 milliards d'€ tous les ans. On investit aujourd'hui 35 milliards d'€.*
- Concernant les aides, ce qui est regrettable, c'est le pouvoir d'achat. On voit le retour 3 à 9 mois après avoir acheté un véhicule. L'ASP est une nébuleuse complète, qui ne paye pas assez vite.

Thème 2 : La fiscalité et les dépenses publiques

Présentation de la question

L'impôt et les cotisations sociales, c'est-à-dire les prélèvements obligatoires, financent les services publics (la Police, l'hôpital, les tribunaux, les universités) et servent aussi à distribuer des prestations sociales (retraites, aides sociales, assurance maladie, aides au logement, allocations etc.) Grâce à cette redistribution, le niveau des 20 % des Français les plus pauvres a augmenté de près de 75%. Leur revenu moyen passe ainsi de 560 € à 960 €. Les recettes de l'Etat permettent ainsi de rembourser la dette et ses intérêts. Les 3 principaux postes de dépenses sont :

- *Les retraites*
- *L'assurance maladie*
- *L'éducation nationale.*

La dépense publique représente 56% du PIB en 2017, la plus élevée des pays développés. Pour y faire face ; la moitié de la richesse publique est prélevée par l'Etat, la sécurité sociale et les collectivités locales. Le niveau élevé des prestations sociales résulte d'un choix fait en 1945, avec notamment la création de la sécurité sociale. En matière de retraite, la France a choisi un système par répartition, les actifs payent les retraites actuelles. Malgré le niveau élevé des prélèvements obligatoires, la France est en déficit depuis 1974, l'administration dépense plus qu'elle ne perçoit.

Il existe 3 types d'impôt :

-*Impôt forfaitaire : redevance télévision*

-*Impôt proportionnel : La CSG, la TVA (l'essentiel de notre fiscalité)*

-*Impôt progressif : impôt sur le revenu, droit de succession (10% du total du prélèvement)*

Le prélèvement de l'impôt pose un certain nombre de problème sur l'assiette, et le problème de la justice fiscale et la question du consentement à l'impôt (gilets jaunes)

Le gouvernement s'est fixé comme objectif d'ici 2022 de baisser les impôts en baissant la dette publique, supprimer la taxe d'habitation pour les 80% les moins aisés.

Comment répondre à l'exigence de transparence sur l'utilisation de l'argent publique ? Comment créer un consensus sur le niveau de fiscalité au regard des prestations souhaitées ? Comment rendre le système fiscal plus juste et plus efficace ?

- **L'impôt sur la fortune, ou on le remet à tous, pour mobilier et immobilier, ou on l'enlève.** Pourquoi avons-nous cette dette aujourd'hui ? C'est à cause de la loi Rothschild, car à l'époque on empruntait de l'argent pour payer ces dettes gratuitement, les banques prêtaient gratuitement à l'Etat. Or, depuis 1974, on paye des intérêts, c'est ce qui a provoqué notre déficit. Pourquoi il y a-t-il de la TVA sur la CSG ? Pourquoi on paye l'impôt sur la fortune sur l'immobilier et pas sur les valeurs mobilières ? L'impôt sur la fortune, ou on le remet à tous ou on l'enlève.

- *La France est le pays de l'OCDE où la redistribution est la plus importante. L'ISF rapportait à l'Etat 3.2 milliards par an sur un budget qui avoisine les 1800 milliards par an. On n'aurait pas dû enlever l'impôt sur la fortune, on aurait simplement dû permettre aux gens qui ont des valeurs mobilières et qui réinvestissent directement dans l'outil de production français d'avoir une défiscalisation. A ce jour, 1.2 Milliards continue à être rapporté par l'IFI.*

- **N'y a-t-il pas possibilité d'installer une juridiction pour appuyer les décisions de la Cour des Comptes ?** La Cour des comptes fait un rapport chaque année et il ne semble qu'il n'y ait pas de suivi et les mauvais élèves sont toujours là.

- *Le rapport de la Cour des Comptes n'oblige pas une collectivité à rectifier le tir. Un budget est toujours compliqué ; et puis il y a quelque chose dont les Français ne se rendent plus compte, c'est le niveau de nos prestations sociales. On ne sait pas le coût d'une journée dans une chambre d'hôpital (800 €). Une expérience est en cours en ce moment dans 3 départements c'est l'hôtel médicalisé ou le dossier médical partagé.*

- **Pourquoi ne pas mettre une taxe importante sur les gros héritages ?** Les 10% les plus riches ont vu leur pouvoir d'achat augmenter depuis à peu près 15 ans, et les 10% les plus pauvres ont vu leur pouvoir d'achat diminuer. L'impôt sur la fortune est une spécificité française, c'est du symbole. De plus la fortune vient de 2 façons, soit par son travail, donc pourquoi ne pas remettre une tranche à 75 %, ou l'héritage qui est la plus grande cause d'inégalité. Parce que non seulement quand on a de l'héritage on peut payer des études à ses enfants mais en plus, ils héritent. Pourquoi ne pas mettre une taxe importante sur les gros héritages pour une meilleure redistribution plutôt que l'ISF.

- **Faire payer les grandes entreprises qui s'externalisent.** C'est important de chercher à faire des économies mais c'est aussi très important de trouver l'argent où il est et de faire en sorte que les grandes entreprises qui s'externalisent pour ne pas être soumises à la fiscalité française soient obligées de les payer.

- **Dans les économies à faire, ne pourrait-on pas revoir les avantages accordés à nos anciens présidents,** on en a 4 actuellement. Ça commence à devenir vraiment indécent !

- **Taxe Tobin : Il y a énormément d'argent qui n'est pas taxé, qui n'est pas issu du travail mais qui est lié à notre sueur et qui n'est pas réparti.** Sur la question des entreprises et sur la proposition de la taxe TOBIN et de la

taxation des finances qui sont issues de la bourse. C'est une question internationale peut être mais il y a énormément d'argent qui n'est pas taxé, qui n'est pas issu du travail mais qui est lié à notre sueur et qui n'est pas réparti. A l'heure actuelle, ce problème doit être mis sur la table. Tout le monde est d'accord pour payer des impôts. Ce qui fâche c'est comment il est distribué et comment il revient.

- **Empilement de services publics** : C'est ce qui met en colère les gilets jaunes. Payer mieux un instituteur ou une infirmière semble normal mais voir un empilement de services publics (comme GPSEO). On ne sait plus qui décide et qui dépense l'argent.
- **Il manque une information sur la circulation de l'argent dans l'Etat**. L'impôt serait bien mieux accepté s'il y avait une meilleure information sur la nature des dépenses. La justice fiscale est également un problème.
- **Il faudrait regarder le problème des niches fiscales** : On a 247 niches fiscales, non soumises à condition de ressources. Il faudrait suivre l'idée de Darmanin selon laquelle il faudrait imposer des paliers de ressources, afin de récupérer 7 milliards ce qui permettrait de diminuer les impôts des gens qui se trouvent dans la difficulté, entre 1700 et 2500 € par personne.
- **Les salaires de retraites des anciens Présidents** : A l'année Monsieur Giscard d'Estaing nous coûte 2 millions d'€. Cela fait 38 ans qu'il n'est plus Président de la République, il nous a donc coûté 96 millions d'€. Il y a des lois pour tout, les retraites, les contrats de travail, il est difficile de comprendre qu'il n'y ait pas de lois pour limiter ces avantages.
- **Il faudrait mettre une taxe à chaque fois que le coût du transport et du packaging d'un produit est supérieur au coût du produit** : On fabrique des produits à très faible valeur ajoutée, en Chine par exemple et le coût du transport, du packaging dépassent parfois de 10 fois le coût du produit, qui aurait en plus pu être créé en France.
- **Retraites, le régime par répartition est très bien mais il faudrait que toutes les catégories socio-professionnelles soient soumises aux mêmes règles**.
- **Je suis choqué que seulement 43% des Foyers payent des impôts** : la devise française est liberté, égalité, fraternité. Pourquoi ne pas étendre cette devise à tous les foyers, même les chômeurs qui pourraient donner 10/100 € sur une année, afin que même eux, à leur échelle participent à l'effort national.
- *Vous ne parlez que de l'impôt sur le revenu, qui ne représente qu'une infime partie de l'impôt. Il y a la TVA que vous soyez imposable ou non imposable. Or, quelqu'un qui habite dans la zone périurbaine, qui a donc besoin de sa voiture, même s'il est non imposable va payer 60 à 70% de taxe sur son plein d'essence. Celui qui habite Paris achète son ticket de métro et ne paye pas de taxe sur l'essence. Des études ont été faites sur ce que représente dans un budget le logement et le transport : quand on habite une ville-centre, comme Paris, cela représente 35% du budget d'une famille ; quand on vit dans la couronne périurbaine, cela représente 55% du budget de la famille. On ne peut pas dire que 43% des foyers ne payent pas d'impôt, ils ne payent pas d'impôt sur le revenu, mais ce n'est qu'une infime partie de l'impôt.*
- **Il faudrait augmenter les tranches de la classe moyenne** : la classe moyenne est très large, il manque des tranches d'imposition. Il serait intéressant de taxer beaucoup plus la classe moyenne haute et les très hauts salaires pour pouvoir redonner un peu aux classes moyennes basses.
- **Il faut une refonte de la TVA** : La TVA est très injuste ; que vous gagniez très bien votre vie ou très mal, vous payez la même chose.

- *Il y aussi l'idée de taxer des grosses sociétés comme Amazon qui œuvrent beaucoup en France, mais qui ne sont pas taxées en France, et exportent leur bénéfice dans des pays qui sont moins soumis à l'impôt.*

La taxe TOBIN est un problème international, un problème de bourse. Parmi les possibilités de ressources, c'est une manne importante qui fonctionne 24h/24h, qui permettrait de récupérer beaucoup d'argent. Sur l'impôt sur le revenu, une participation par tous a existé, cela a été supprimé parce que la collecte coûtait plus cher que ce que ça rapportait. Peut-être que le prélèvement à la source va remettre au goût du jour cette idée. Concernant la TVA, pourquoi effectivement ne pas instituer différents taux de TVA en fonction des produits qu'on achète. Cette variation existe que sur les produits de première nécessité, mais pourquoi ne pas augmenter au-delà de 20% sur les produits de luxe. Concernant la retraite, ce qui est prévu dans les concertations et la ligne de Monsieur Delevoy est de réussir à faire en sorte qu'un euro cotisé donne les mêmes droits pour tous. Actuellement il existe 35 régimes de retraite et on devrait finir à un seul régime de retraite. Le projet conserverait la répartition, mais la partie sécurité sociale serait transformée en point soumis à l'indice. Notre régime fiscal, que ce soit au niveau de la TVA, de l'impôt sur le revenu, ou l'impôt sur les sociétés, il serait bon qu'il y ait un impôt minimum en dessous duquel il ne pourrait être possible de descendre. La suppression des avantages des Présidents de la République est en cours, mais on ne peut pas revenir en arrière pour ceux qui bénéficient déjà de ces avantages.

- **Les impôts fonciers bâtis** : C'est une assiette sur laquelle repose le traitement et l'enlèvement des ordures ménagères. Ce traitement et l'enlèvement des ordures ménagères représentent 25 % du foncier bâti. Aujourd'hui, il y a des situations monoparentales, des veuves, qui vivent dans une habitation avec une taxation relativement élevée, qui payent en enlèvement et traitement des ordures ménagères plus cher que l'impôt de certains pavillons ou certaines habitations. N'y aurait-il pas de pistes à travailler autres que la taxe d'habitation puisqu'elle sera à terme supprimée. Il y a des disparités sur la fiscalité communale.
- **Ne pourrait-on pas obliger les entreprises qui ont des sociétés en France, qui sont fiscalisées à l'étranger ?**
- **On a beaucoup abordé les ressources, par contre au niveau des dépenses, que penser du budget de l'armée qui a augmenté en France et a diminué dans les autres pays ?**
- *Sur le budget de l'armée, il y a une anomalie, pas tant sur l'augmentation du budget de l'armée, mais sur le fait que celui soit intégré dans le budget national. Car la plupart des opérations extérieures effectuées sont faites au nom de l'Europe. Il y aurait une certaine logique à ce que le budget de l'armée française soit sorti du budget national son coût soit partagé par les différents pays de l'Europe.*